

# RAPPORT FINAL

## DE L'ETUDE DIAGNOSTIC SUR LES MODES/FORMATS DE PARTICIPATION CITOYENNE

*au sein de 5 CTD de la région du Littoral*

Rédigé par :

**Gilbert SOFFO**

Consultant gouvernance et politiques publiques locales

Email : [gsopho2@gmail.com](mailto:gsopho2@gmail.com)

+237 699 983 707 / 676 323 093

Commanditée par



ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL ET LA  
PARTICIPATION CITOYENNE  
ONG dotée du statut consultatif spécial de l'ECOSOC auprès de  
l'O.N.U.

Fraternité – Amour - Développement

Arrêté N°00000022/A/MINATD/SG/DAP/SDLP/SONG

**giz** Deutsche Gesellschaft  
für Internationale  
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

**GOVERNANCE LOCALE ET PARTICIPATION CITOYENNE**

*décembre 2021*

## SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES .....	3
I. INTRODUCTION & BREF RAPPEL DU CONTEXTE .....	4
II. OBJECTIF DE LA MISSION DE DIAGNOSTIC .....	5
III. DÉROULEMENT DE LA MISSION DE DIAGNOSTIC & RÉSULTATS OBTENUS .....	5
3.1. Méthodologie utilisée et outils .....	5
3.1.1 Démarche adoptée .....	5
3.2. Les principaux résultats & restitution .....	6
3.3. Présentation des principaux résultats par CTD .....	7
a. Commune d'Arrondissement de DOUALA 3 <sup>ème</sup> .....	7
b. Commune de YABASSI .....	9
c. Commune de MANJO .....	10
d. Commune d'Arrondissement de NKONGSAMBA 1 <sup>er</sup> .....	12
e. Commune de NDOM .....	15
3.4. Synthèse analytique des principaux résultats .....	17
3.4.1.1 Les PCD .....	17
3.4.1.2 Les PIA .....	17
3.4.1.3 Les CM .....	18
3.4.1.4 Les Budgets programmes .....	18
3.4.1 Les modes/formats locaux institutionnels de participation citoyenne .....	19
3.4.2.1 Les cadres de concertation .....	19
3.4.2.2 Les audiences et les doléances .....	19
3.4.2.3 Les boîtes à suggestion .....	19
3.4.2.4 Les comités de développement des Quartiers (CODEVQ) .....	20
3.4.2.5 Les conseillers municipaux relais .....	20
3.4.2.6 Les rencontres ou visites B to B avec le Maire .....	20
3.4.2 Les modes/formats TIC de participation citoyenne & médias .....	20
3.4.3.1 Les pages Facebook et groupes WhatsApp .....	20
3.4.3.2 Les comptes Twitter .....	21
3.4.3.3 Les médias locaux .....	21
3.4.3 Les modes/formats classiques de participation citoyenne .....	22
3.4.4.1 Le budget participatif (BP) .....	22
3.4.4.2 L'observatoire de la gouvernance locale (OGL) .....	22
3.4.4.3 Les journées d'échanges citoyens & journées de renforcement des capacités .....	22
3.4.4 Les modes/formats induits circonstanciels & d'urgence de participation citoyenne .....	22
3.4.5.1 Les appels d'information & d'expression des urgences ou opportunités .....	22
3.4.5.2 Les babillards dans les quartiers et blocs .....	23
3.5. Les résultats & changements induits de certains modes/formats de participation citoyenne .....	23
3.6. Les forces des modes/formats existants de participation citoyenne .....	23
3.7. Les faiblesses relevées pour une participation citoyenne effective .....	24
3.8. Quelques suggestions et recommandations .....	24
3.9. Difficultés rencontrées par le consultant & limites de l'étude .....	25
IV. Annexes .....	26
a. TDR de l'étude .....	26
b. Lettre d'introduction du consultant .....	26
c. Grille de diagnostic .....	26
d. Plan de mobilisation du consultant .....	26
e. Liste des acteurs/trices rencontrés .....	26
f. Programme de restitution des principaux résultats .....	26
g. Liste des acteurs/trices ayant participé à la restitution des résultats .....	26

## LISTE DES ACRONYMES

<b>1MA</b>	<i>Un Monde Avenir</i>
<b>ASSOAL</b>	<i>Association des Amoureux du Livre</i>
<b>BP</b>	<i>Budget Participatif</i>
<b>CAN</b>	<i>Coupe d'Afrique des Nations</i>
<b>CDMT</b>	<i>Cadre de Dépenses à Moyen Terme</i>
<b>CGCTD</b>	<i>Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées</i>
<b>CGLU AFRIQUE</b>	<i>Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique</i>
<b>CM</b>	<i>Conseil Municipal</i>
<b>CODEVQ</b>	<i>Comité de Développement des Quartiers</i>
<b>COVID -19</b>	<i>Corona Virus Disease -2019</i>
<b>CPJDL</b>	<i>Cadre citoyen de Participation des Jeunes à la Démocratie Locale</i>
<b>CTD</b>	<i>Collectivité Territoriale Décentralisée</i>
<b>CVUC</b>	<i>Communes et Villes Unies du Cameroun</i>
<b>FEICOM</b>	<i>Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale</i>
<b>GAR</b>	<i>Gestion Axée sur les Résultats</i>
<b>GIZ</b>	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH</i>
<b>IOV</b>	<i>Indicateurs Objectivement Vérifiables</i>
<b>MINDEVEL</b>	<i>Ministère de la Décentralisation &amp; Développement Local</i>
<b>MINEPAT</b>	<i>Ministère de l'Economie, de la Planification et Aménagement du Territoire</i>
<b>OGL</b>	<i>Observatoire de la Gouvernance Locale</i>
<b>ONG</b>	<i>Organisation Non Gouvernementale</i>
<b>ONU-Habitat</b>	<i>Organisation des Nations Unies - Habitat</i>
<b>OSC</b>	<i>Organisations de la Société Civile</i>
<b>PCD</b>	<i>Plan Communal de Développement</i>
<b>PIA</b>	<i>Plan Investissement Annuel</i>
<b>PLAFOSCIL</b>	<i>Plateforme des OSC du Littoral</i>
<b>PNDP</b>	<i>Programme National de Développement Participatif</i>
<b>PPBS</b>	<i>Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi</i>
<b>PRADEC II</b>	<i>Programme d'Appui au Développement Communal II</i>
<b>PROMUD II</b>	<i>Support Programme for Municipal Development II</i>
<b>PTF</b>	<i>Partenaires Techniques &amp; Financiers</i>
<b>SDE</b>	<i>Services Déconcentrés de l'Etat</i>
<b>SND 2020-2030</b>	<i>Stratégie Nationale de Développement (2020-2030) du Cameroun</i>
<b>TDR</b>	<i>Termes de Référence</i>
<b>TIC</b>	<i>Technologies de l'Information &amp; Communication</i>

## **I. INTRODUCTION & BREF RAPPEL DU CONTEXTE**

La constitution Camerounaise du 18 janvier 1996 donne une nouvelle dimension à la décentralisation au Cameroun. Elle confère aux autorités locales la responsabilité de promouvoir la démocratie locale. L'enjeu majeur étant de promouvoir la démocratie et le développement durable, la prise d'initiative au niveau local et l'implication effective des populations à la base dans la gestion des affaires publiques. Depuis lors, plusieurs réformes sont intervenues visant à impulser la mise en œuvre de la décentralisation ; il s'agit des lois du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation, règles applicables aux communes et règles applicables aux régions, de la loi du 15 décembre 2009 portant fiscalité locale, de la loi du 10 juillet 2009 portant régime financier des collectivités locales décentralisées, des décrets de février 2010 sur le transfert des compétences aux collectivités locales décentralisées.

La loi N°2019/024 portant code général des collectivités territoriales décentralisées adoptée le 24 décembre 2019, constitue désormais le cadre général de la décentralisation au Cameroun. Il définit le cadre général de la décentralisation, le statut des élu(e)s locaux/ales, les règles spécifiques applicables aux communes puis aux régions et, enfin, le régime financier des collectivités locales décentralisées.

Dans l'exercice de leur mission dédiée au « développement local et à l'amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants », les communes font face à des défis tels que la réalisation des projets infrastructurels et des services qui répondent aux besoins effectifs des populations. Cette problématique qui apporte une emphase sur la participation des populations dans la gestion des affaires publiques relève entre autres la responsabilité de la commune dans la prise en compte des besoins et avis de toute personne physique ou morale (articles 40 (1) et 416 (2) du CGCTD).

Allant d'une Commune à une autre, l'on constate quelques différences dans les pratiques de consultation citoyenne : entre l'absence de la consultation des populations dans le choix des projets prioritaires et l'inscription des projets qui ne répondent pas toujours à leurs besoins, l'on note également une disparité dans le choix et le fonctionnement des mécanismes/modes ou formats de participation notamment autour de la gestion des infrastructures et des services de bases. Il en est aussi la difficulté pour un bon nombre des municipalités ayant connues une augmentation des populations dû à l'arrivée des déplacées internes d'assurer l'intégration efficace.

L'ONG Un Monde Avenir dans le cadre de ses multiples actions en lien avec la gouvernance locale à travers les projets CPJDL (Cadre citoyen de Participation des Jeunes à la Démocratie Locale), PEJED et Participation au Développement Local, a expérimenté des actions de mise en relation des populations avec les collectivités locales décentralisées. Ceci nous a permis de réaliser la nécessité de renforcer les capacités des acteurs sur les questions de démocratie locale

et participation citoyenne, afin de rendre leur implication efficace et productive. Le renforcement de capacité s'avère être un gage, pour une participation des citoyens qui, contribue effectivement à l'augmentation de la performance des collectivités locales décentraliser.

Un Monde Avenir souhaite faciliter la mise en œuvre d'un certain nombre d'initiatives en faveur de la gouvernance locale et participation citoyenne dans les **communes de Douala 3<sup>ème</sup>, Manjo, Ndom, Nkongsamba 1<sup>er</sup> et de Yabassi**. Ceci afin de contribuer au renforcement des capacités des acteurs locaux dans la mise en œuvre des formats de participation et de dialogue sensibles au conflit pour le développement local, et le renforcement des initiatives des municipalités pouvant favoriser la redevabilité budgétaire.

C'est dans la perspective du processus de mise en œuvre du projet afin de permettre à l'ONG Un Monde Avenir de disposer non seulement de la matière pour l'enrichissement et la finalisation des dispositifs de participations citoyennes prévus dans le projet, mais aussi d'avoir une situation de départ assez claire dans les communes cibles du projet que cette mission de diagnostic s'inscrit et sera menée par M. **Gilbert Soffo**, **Consultant en développement local** ; sélectionné sur la *short list* des consultants au sein de l'ONG Un Monde Avenir.

## **II. OBJECTIF DE LA MISSION DE DIAGNOSTIC**

Les Termes de Référence (TDR) ont indiqué de manière générale que cette « **étude permettra d'identifier les mécanismes/modes de participation citoyenne là où il y en a, de mesurer les effets en termes d'influence des citoyens dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques au niveau local** » dans une perspective de capitaliser les bonnes pratiques existantes dans les communes cibles du projet, en matière de formats de participation citoyenne mis en place par les acteurs/actrices locaux/locales.

## **III. DÉROULEMENT DE LA MISSION DE DIAGNOSTIC & RÉSULTATS OBTENUS**

### **3.1. Méthodologie utilisée et outils**

#### **3.1.1 Démarche adoptée**

- **Préparation de la mission et recherche documentaire**

Il s'est agi d'échanger avec le commanditaire de la présente étude sur les éléments de la démarche proposée. Cela a permis également de passer en revue tous les outils. Ça a été également le moment pour le commanditaire de mettre à la disposition du consultant toutes les facilités de mobilisation au sein des CTD (lettre d'introduction, prise de rendez-vous auprès des acteurs/trices, accompagnement des points focaux, etc.). À l'issue de cette étape un agenda a été finalisé sous forme d'un plan de mobilisation du consultant présenté en annexe.

- **Visites des CTD & recueil de données**

Cette activité a consisté au recueil des données auprès des acteurs/trices identifié(e)s au sein des CTD. Les principales données ont été essentiellement les pratiques de participation et d'implication des populations dans la délivrance des services publics locaux. Ce travail s'est en individuel, en focus group ou en mini-atelier communal de diagnostic en utilisant la grille proposée à cet effet sous forme d'interview et de brainstorming. Cette grille a permis en même temps de recueillir les influences de ces pratiques sur l'intégration effective des priorités dans la programmation et la budgétisation au niveau communal.

- **Synthèse, consolidation & analyse des données/informations recueillies**

À l'issue du recueil des données et informations au sein des CTD ; une synthèse et une analyse ont été effectuées de manière globale pour tirer les leçons et les recommandations.

- **Elaboration du rapport provisoire et restitution des principaux résultats**

Cette activité a consisté à rédiger le rapport provisoire de l'étude assortie des recommandations et éventuelles actions futures dans la dynamique participative et citoyenne des populations pour une délivrance des services sociaux de base de qualité et durable.

Il s'en suivra une restitution de ces résultats principaux à quelques acteurs/trices pertinents identifié(e)s et invité(e)s par le commanditaire. Ce sera un moment de partage, d'observations et surtout d'enrichissements.

- **Finalisation du rapport**

Cette étape consiste à prendre en compte les enrichissements validés lors de la restitution pour les intégrer dans le rapport provisoire et le finaliser le dit document pour remise au commanditaire ; matérialisant ainsi la fin de l'étude.

### **3.2. Les principaux résultats & restitution**

Au niveau de chaque commune les différents modes/mécanismes de participation citoyenne ont été identifiés et caractérisés puis rendus dans le rapport provisoire. Ce dernier document a fait l'objet d'une présentation le 28 décembre 2021 à Douala avec des parties prenantes sélectionnées (voir liste de présence en annexe).

Pour des contraintes de temps imparti à cette étude, il n'a pas été possible de visiter la Commune de NDOM, les données fournies par les acteurs/trices de cette CTD lors de la restitution des présents résultats provisoires ; en plus des enrichissements et observations relevés par les autres participants/tes ont permis de finaliser le présent document.

### 3.3. Présentation des principaux résultats par CTD

#### a. Commune d'Arrondissement de DOUALA 3<sup>ème</sup>

Modes/mécanismes de participation citoyenne	Date de mise en place	Acteurs/trices impliqués	Influences	Résultats produits	Commentaires
Journées citoyennes de suivi du BIP et budget communal	2007	Exécutif municipal, ONG 1MA, OSC, chefs traditionnels, citoyens, chefs de quartiers, SDE	Meilleure appréciation des réalisations technico-physiques et financières des projets du BIP & communaux par les acteurs/trices	- 3 Journées /an - Projets réalisés sur fonds propres de la CTD	
Conseil municipal (session budgétaire)	Institutionnel 2 sessions tenues/an	Exécutif municipal, SDE, préfet, sous-préfet, SDE, SG, RM	Prise en compte des priorités à partir des justifications des conseillers municipaux		
Conseil municipal Jeunes	2007	Exécutif municipal, ONG 1MA, OSC, chefs traditionnels, jeunes, PDI, citoyens, chefs de quartiers, SDE	Prise en compte effectifs des projets des jeunes et PDI	Concept issu des journées citoyennes de suivi du BIP	
Journées de renforcement des capacités	2019	Exécutif municipal, ONG 1MA, OSC, chefs traditionnels, jeunes, PDI, citoyens, chefs de quartiers, SDE	Issu des journées citoyennes de suivi du BIP & budget communal	Renforcement des acteurs/trices sur les thématiques : <i>Droits Humains, démocratie, gouvernance locale et participation</i>	
Comités de développement des quartiers (hygiène, salubrité)	2018	OSC, chefs traditionnels, agents communaux, citoyens, jeunes, chefs de quartiers,	Facilitation de la mobilisation et de la participation	Relative propreté des quartiers assainis	
Salons villes & toits du Cameroun	2019	Conseillers municipaux, CODAS CARITAS, OSC, Leaders communautaires, chefs de blocs, chefs traditionnels, chefs de quartiers, SDE	Habitat social et aménagement urbain pris en compte dans le développement communal	Cadre de vie des quartiers (Ex : Oyack 1) concernés mieux amélioré	

Modes/mécanismes de participation citoyenne	Date de mise en place	Acteurs/trices impliqués	Influences	Résultats produits	Commentaires
Plan communal de développement (PCD)	2021-2022	OAL, Exécutif municipal, Leaders communautaires, chefs de blocs, chefs traditionnels, PDI, PVH, jeunes, chefs de quartiers, SDE, etc.	Actualisation du PCD en cours selon un processus participatif et inclusif	Un document existant avec des priorités et besoins des populations à actualiser	
Audiences/doléances	Institutionnel 2 fois par semaine de 13h à 15h	Populations, usagers et Maire	Suggestions souvent pris en compte	ND	
Cadres de concertation	2021	Leaders communautaires, chefs de blocs, chefs traditionnels, chefs de quartiers, jeunes	Ces cadres sont Issus du PCD & leur fonctionnement tributaire de sa mise en œuvre	Des Cadres mis en place dans les quartiers ou villages	
Page Facebook communal, Compte Twitter du Maire	Permanent	Toutes populations pouvant avoir accès aux TIC	Interaction entre la CTD et une couche importante de la population	Des propositions et retours des infos,  Participation virtuelle de + en + importante des populations	Il faut noter que de manière générale, ces mécanismes /formats TIC sont utilisés dans la plupart de temps pour apprécier la « <b>Vie au quotidien de la commune</b> »
Budget participatif (BP)	2014/2015	OSC, Maire, ASSOAL, CM, chefs traditionnels, citoyens, chefs de quartiers, SDE, usagers	Forte mobilisation Volonté politique de la CTD Implication effective et participation des citoyens/nes	La valorisation des acquis du BP a permis à cette CTD de gagner le 1er prix des Budgets participatifs à AFRICITES 2015 à Johannesburg;	Ce mécanisme ne s'est pas poursuivi les années suivantes (déficit financement et appropriation par la CTD qui n'a pas institutionnalisé le mécanisme)

### b. Commune de YABASSI

Modes/mécanismes de participation citoyenne	Date de mise en place	Acteurs/trices impliqués	Influences	Résultats produits	Commentaires
Comité de suivi du BIP	Institutionnel (trimestriel)	Elu local, OSC, Exécutif municipal, chefs traditionnels, citoyens, SDE	Meilleure appréciation des réalisations physico techniques des projets du BIP par les acteurs/trices	- 3 fois /trimestre - Projets BIP réalisés	
Conseil municipal (session ordinaire & budgétaire)	Institutionnel 2 sessions tenues/an	Exécutif municipal, SDE, préfet, sous-préfet, SDE, SG, RM	Prise en compte des priorités à partir des justifications des conseillers municipaux		
Plan communal de développement (PCD)	5 juin 2017	OAL, Exécutif municipal, Leaders communautaires, chefs de blocs, chefs traditionnels, PDI, PVH, jeunes, chefs de quartiers, SDE, etc.	Actualisation du PCD en cours selon un processus participatif et inclusif	Un document existant avec des priorités et besoins des populations à actualiser,  Outils de prise de décision	Réalisation des projets à travers des financements à 45%
Plan d'Investissement Annuel (PIA)	Annuel	Conseil municipal, SDE	Issu du PCD Outil de budgétisation des infrastructures & équipements communaux Prise en compte des priorités et besoins des populations,	Satisfaction des besoins à 90%	
Comités de développement des villages	Variable	Bureau du comité, chefs traditionnels, agents	Facilitation de la mobilisation et de la participation	Relais des priorités au niveau communal avec notes de projets, doléances et propositions	
Audiences/doléances/notes de projets/ correspondances	Fréquence non déterminée au bureau du Maire	Populations, usagers et Maire	Suggestions souvent pris en compte	ND	

Modes/mécanismes de participation citoyenne	Date de mise en place	Acteurs/trices impliqués	Influences	Résultats produits	Commentaires
	Lors des tournées du Maire				
Rencontre B to B (Maire-Populations, usagers, Elites)	Fréquence non déterminée au bureau du Maire et à domicile parfois	Populations, usagers et Maire	Suggestions souvent pris en compte	ND	
Cadres de concertation (CC)	2017	Leaders communautaires, chefs de blocs, chefs traditionnels, chefs de quartiers, jeunes	Ces cadres sont Issus du PCD & leur fonctionnement tributaire de sa mise en œuvre	Des Cadres mis en place dans les quartiers ou villages	
Page Facebook communal	Permanent	Toutes populations pouvant avoir accès aux TIC	Interaction entre la CTD et une couche importante de la population	Des propositions et retours des infos,  Participation virtuelle de + en + accrue des populations	

### c. Commune de MANJO

Modes/mécanismes de participation citoyenne	Date de mise en place	Acteurs/trices impliqués	Influences	Résultats produits	Commentaires
Budget Programme	Institutionnel ; loi de 2007 sur régime financier des CTD & prescription du CGCTD	Exécutif municipal, personnel communal, SDE, GIZ	Meilleure appréciation des projets & besoins prioritaires des populations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Débat orientation budgétaire</li> <li>- Projets maturés</li> <li>- Ressources disponibles</li> <li>- Délibération communal</li> </ul>	
Conseil municipal (session ordinaire & budgétaire)	Institutionnel 02 sessions	Exécutif municipal, SDE, préfet, sous-préfet, SDE, SG, RM	Prise en compte des priorités à partir des		

Modes/mécanismes de participation citoyenne	Date de mise en place	Acteurs/trices impliqués	Influences	Résultats produits	Commentaires
	réalisées /an contre 4 prévues		justifications des conseillers municipaux		
Plan communal de développement (PCD)	5 juin 2017	OAL, Exécutif municipal, Leaders communautaires, chefs de blocs, chefs traditionnels, PDI, PVH, jeunes, chefs de quartiers, SDE, etc.	Actualisation du PCD en cours selon un processus participatif et inclusif	Un document existant avec des priorités et besoins des populations à actualiser,  Outils de prise de décision	Réalisation des projets à travers des financements
Plan d'Investissement Annuel (PIA)	Annuel	Conseil municipal, SDE	Issu du PCD Outil de budgétisation des infrastructures & équipements communaux Prise en compte des priorités et besoins des populations,	Satisfaction des besoins à	
Comités de développement des villages	Variable	Bureau du comité, chefs traditionnels, agents	Facilitation de la mobilisation et de la participation	Relais des priorités au niveau communal avec notes de projets, doléances et propositions, Rapports	
Audiences/doléances/notes de projets/ correspondances	Fréquence non déterminée au bureau du Maire  Lors des tournées du Maire, Dépôt rapports des Comités de	Populations, comités des quartiers, usagers et Maire	Suggestions souvent pris en compte	ND	

Modes/mécanismes de participation citoyenne	Date de mise en place	Acteurs/trices impliqués	Influences	Résultats produits	Commentaires
	quartiers ou villages				
Rencontre B to B (Maire- Populations, usagers, Associations, Elites)	Fréquence non déterminée au bureau du Maire et à domicile parfois	Populations, usagers et Maire	Suggestions souvent pris en compte	ND	<b>Un ex. récent</b> : le Pdt du CNJ a contacté le Maire pour résoudre le problème d'éclairage public dans un quartier et aménager un Fan zone à l'occasion de la CAN
Cadres de concertation (CC)	2017	Leaders communautaires, chefs de blocs, chefs traditionnels, chefs de quartiers, jeunes	Ces cadres sont issus du PCD & leur fonctionnement tributaire de sa mise en œuvre	Des Cadres mis en place dans les quartiers ou villages	Sur les 33 CC, seuls 5 fonctionnent ; une évaluation est en cours et le rapport de la situation sera disponible en avril 2022 (dixit cadre communal chargé des communautés)
Page Facebook communal	Permanent	Toutes populations pouvant avoir accès aux TIC	Interaction entre la CTD et une couche importante de la population	Des propositions et retours des infos,  Participation virtuelle de + en + accrue des populations	

#### d. Commune d'Arrondissement de NKONGSAMBA 1<sup>er</sup>

Modes/mécanismes de participation citoyenne	Date de mise en place	Acteurs/trices impliqués	Influences	Résultats produits	Commentaires
Réunion de concertation avec chefs de quartiers	2008 et tenue des rencontres mensuelles (irrégulières)	Maire & chefs de quartiers	Meilleure implication et mobilisation des citoyens pour adressage des priorités et besoins	- Doléances et besoins recensés des populations	
Cadre de concertation pluri	2012	Maire, DDTP, MINDHU,	Hygiène et salubrité dans	- Comités hygiène et	

Modes/mécanismes de participation citoyenne	Date de mise en place	Acteurs/trices impliqués	Influences	Résultats produits	Commentaires
acteurs	Mensuel	sous-préfet, cadres communaux de Dvpt, OSC & Médias	la ville	salubrité - CAN 1 <sup>er</sup> ville la plus propre du département du MOUNGO et - 2 <sup>ème</sup> prix régional de la ville la plus propre en 2021	
Conseil municipal (session ordinaire & budgétaire)	Institutionnel 02 sessions réalisées /an contre 4 prévues	Exécutif municipal, SDE, préfet, sous-préfet, SDE, SG, RM	Prise en compte des priorités à partir des justifications des conseillers municipaux	Projets pris en compte dans le budget à 80%	
Plan communal de développement (PCD)	2020-2021	OAL, Exécutif municipal, Leaders communautaires, chefs de blocs, chefs traditionnels, PDI, PVH, jeunes, chefs de quartiers, SDE, etc.	Elaboration selon un processus participatif et inclusif	Un document existant avec des priorités et besoins des populations à actualiser,  Outils de prise de décision	Inadéquation entre besoins et ressources financières disponibles  Réalisation des projets à travers des financements à 75% seulement
Plan d'Investissement Annuel (PIA)	Annuel	Conseil municipal, SDE	Issu du PCD Outil de budgétisation des infrastructures & équipements communaux Prise en compte des priorités et besoins des populations,	Satisfaction mitigée des besoins & priorités des populations	Faibles ressources additionnelles pour y faire face
Audiences/doléances/notes de projets/ correspondances	Fréquence non déterminée au bureau du Maire  Lors des tournées du Maire, Dépôt rapports des	Populations, comités des quartiers, usagers et Maire	Suggestions souvent pris en compte  Relais des priorités au niveau communal	ND	

Modes/mécanismes de participation citoyenne	Date de mise en place	Acteurs/trices impliqués	Influences	Résultats produits	Commentaires
	Comités de quartiers et notes sur babillards				
Rencontre B to B (Maire- Populations, usagers, Associations, Elites)	Fréquence non déterminée au bureau du Maire et à domicile parfois	Populations, usagers et Maire	Suggestions souvent pris en compte	ND	Faibles ressources additionnelles pour faire face à la demande sociale grandissante
Cadres de concertation (CC)	2019	Leaders communautaires, chefs de quartiers et chefs de blocs, chefs traditionnels, jeunes	Ces cadres sont Issus du PCD & leur fonctionnement tributaire de sa mise en œuvre	Des Cadres mis en place dans les quartiers ou blocs	Le processus est en cours de consolidation
TIC (site web, Page Facebook communal) et radio locale	2021 Permanent	Toutes populations pouvant avoir accès aux TIC	Interaction entre la CTD et une couche importante de la population,  Passerelles entre CTD et ces populations	Site web : <a href="http://www.nkongsamba1.com">www.nkongsamba1.com</a> Des propositions et retours des infos, Emission interactive sur Nkongsamba FM : 96.2 intitulée : « <i>Echo des coulisses</i> » diffusée de lundi à vendredi à 21 h et rediffusion le lendemain à 09h00.  Participation virtuelle de + en + accrue des populations	
Budget participatif (BP)	2012/2014	Maire, Zenu Network, UE, ONG 1MA, OSC locales, CM, chefs traditionnels, citoyens, chefs de villages & quartiers, SDE, usagers	Forte mobilisation Volonté politique de la CTD Implication effective et participation des citoyens/nes	En capitalisant les initiatives de participation citoyenne issues du BP et dans le secteur de promotion de l'agriculture, la Commune d'Arrondissement de N'SAMBA 1er a participé au concours des « Meilleures pratiques de gouvernance	Ces 2 mécanismes ne sont pas poursuivis les années suivantes (déficit financement et appropriation par la CTD qui ne l'a pas institutionnalisé dans la durée)

Modes/mécanismes de participation citoyenne	Date de mise en place	Acteurs/trices impliqués	Influences	Résultats produits	Commentaires
				locale » organisé par le FEICOM et ONU-Habitat et a gagné le 1 <sup>er</sup> prix au niveau régional en 2016.	
Observatoire gouvernance locale	2012/2014	Maire, Zenu Network, UE, ONG 1MA, OSC locales, CM, chefs traditionnels, citoyens, chefs de villages & quartiers, SDE, usagers	Un dispositif de veille, de participation et de contrôle citoyen de l'action publique porté par la société civile locale.	Le processus de fonctionnement de l'OGL permet de faciliter la participation et accentue ses missions vers le contrôle citoyen et la redevabilité au niveau communal	

### e. Commune de NDOM

Modes/mécanismes de participation citoyenne	Date de mise en place	Acteurs/trices impliqués	Influences	Résultats produits	Commentaires
Conseil municipal (session ordinaire & budgétaire)	Institutionnel 02 sessions réalisées /an contre 4 prévues	Exécutif municipal, SDE, préfet, sous-préfet, SDE, SG, RM	Prise en compte des priorités à partir des justifications des conseillers municipaux (CM)	Projets pris en compte dans le budget  Les populations ont participé à 2 reprises comme observateur à des sessions de CM et des voix s'élèvent pour revendiquer	Faible taux d'exécution des projets  Les ressources de la commune dépendent totalement des CAC
Plan communal de développement (PCD)	2018	OAL, Exécutif municipal, Leaders communautaires, chefs de villages, chefs traditionnels, PVH, jeunes, chefs de quartiers, SDE, OSC, etc.	Elaboration selon un processus participatif et inclusif	Un document existant avec des priorités et besoins des populations à actualiser,  Outils de prise de décision	Inadéquation entre besoins et ressources financières disponibles  Réalisation faible des projets prioritaires
Plan d'Investissement Annuel (PIA)	Annuel	Conseil municipal, SDE	Issu du PCD Outil de budgétisation des infrastructures & équipements communaux Prise en compte des priorités et besoins des	Satisfaction partielle des besoins des populations	

Modes/mécanismes de participation citoyenne	Date de mise en place	Acteurs/trices impliqués	Influences	Résultats produits	Commentaires
Audiences/doléances/notes de projets/ correspondances	Fréquence non déterminée au bureau du Maire  Lors des tournées du Maire, Comités de village	Populations, comités des quartiers, usagers et Maire	populations,  Suggestions souvent pris en compte  Relais des priorités au niveau communal	ND	
Rencontre B to B (Maire-Populations, Associations, <b>Elites</b> locales)	Fréquence non déterminée au bureau du Maire et à domicile parfois	Populations, délégués des villages, Elites, usagers et Maire	Suggestions souvent pris en compte	ND	Les « <i>Elites Locales</i> » ont une forte influence dans la délivrance des services sociaux de base
Cadres de concertation (CC)	2018	Leaders communautaires, chefs de village et chefs traditionnels, jeunes, etc.	Ces cadres sont issus du PCD & leur fonctionnement tributaire de sa mise en œuvre	Des Cadres mis en place dans les villages	

### **3.4. Synthèse analytique des principaux résultats**

De manière synthétique nous avons au cours de l'étude déceler 5 principaux types ou catégories de modes/formats de participation citoyenne au sein des CTD. Les modes/formats de participation citoyenne dits prescrits ou normatifs

Ce sont des modes dédiés avec des formats règlementaires aussi bien dans leur institutionnalisation que leur fonctionnement au niveau local et national. Nous en avons décelé 4 présentés ci-dessous.

#### **3.4.1.1 Les PCD**

Le PCD est implémenté actuellement au sein des CTD éligibles à travers le PNDP (Programme National de Développement Participatif) 3<sup>ème</sup> phase ; outil contributif à la mise en œuvre de la SND 2020-2030 (document de Stratégie Nationale de Développement 2020-2030) du Cameroun, notamment par le biais de l'axe développement local de la stratégie du développement du secteur rural. Le PNDP est un outil que le Gouvernement a mis en place depuis 2004 avec l'appui de ses partenaires financiers et techniques (PTF), parmi lesquels la Banque mondiale (IDA), l'Agence Française de Développement, KfW & bénéficiaires pour permettre aux populations en milieu rural de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement. Le PNDP se veut un cadre national de concertation et un mécanisme de mise en œuvre d'un grand nombre d'initiatives de développement à la base. A ce titre, il a pour ambition de responsabiliser les communes et leurs communautés à la base dans le processus progressif de décentralisation, afin de les rendre acteurs de leur propre développement. Le PNDP vise à renforcer la gestion des finances publiques locales ainsi que les processus participatifs de développement au sein des communes en vue de garantir la fourniture des infrastructures et des services socio-économiques durables et de qualité.

Le processus d'élaboration (planification locale) du PCD prévoit entre autres dans le manuel de planification locale, validé par les pouvoirs publics, une étape importante dénommée « **Diagnostic Participatif niveau Village** » au cours de laquelle les populations identifient, priorisent et planifient les actions et projets prioritaires au regard des problèmes spécifiques et des potentialités locales. Dans le document final du PCD figurent ces priorités dans 23 secteurs de promotion de développement local. La plupart des CTD visités ont connu ce processus.

#### **3.4.1.2 Les PIA**

En tant que sous-produit du PCD les **Plans d'Investissement Annuels** (PIA) communaux sont régulièrement élaborés. Ce sont des outils institutionnalisés et exigibles dans la validation du PCD.

Les PIA sont supposés être intégrés dans les budgets des communes chaque année et dans les CDMT lors du processus de préparation du budget d'investissement au niveau régional et national.

En conformité avec le CGCTD et en son article 416, alinéa 2, les consultations citoyennes doivent être organisées, suivies du débat d'orientation budgétaire au niveau communal pour s'assurer de la prise en compte des priorités des populations et les intégrer dans le PIA.

#### 3.4.1.3 Les CM

Les sessions du CM (Conseil Municipal) sont régies par le CGCTD en son article 165 en termes de composition et notamment l'article 178, alinéa 1 qui stipule que « Les séances du Conseil municipal sont publiques ». Le CM apparaît dès lors comme un espace approprié de participation citoyenne où les populations ou leurs mandataires peuvent veiller à la prise en compte de leurs priorités dans la programmation et la budgétisation communales. Dans la CTD de YABASSI, des citoyens nous ont confié avoir participé à des sessions des conseils municipaux.

#### 3.4.1.4 Les Budgets programmes

La loi n° 2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat et les différentes circulaires portant instructions relatives à l'exécution, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des Organismes Subventionnés constituent la pierre angulaire de la mise en place de la **budgetisation par programme** axée sur la performance. La démarche de la budgétisation par programme axée sur la performance repose sur une logique qui veut qu'à partir des orientations politiques, des attentes des citoyens (usagers, contribuables), des marges de manœuvre internes et des ressources mobilisables effectivement ; chaque CTD fixant ses objectifs stratégiques et ses objectifs des programmes assortis des IOV (Indicateurs Objectivement Vérifiables).

C'est un mécanisme de budgétisation émanant du principe de la GAR (Gestion Axée sur les Résultats ». Il suppose des projets prioritaires communaux doivent s'étaler sur une période minimale de 3 ans conformément à l'article 373 du CGCTD. Ces projets doivent :

- Disposer des ressources lors de la programmation,
- Etre sélectionnés & retenus selon un processus de débat d'orientation budgétaire,
- Présenter un état de maturité certaine,
- Etre inclusifs lors de la mise œuvre (large mobilisation des parties prenantes), etc.

Tout en garantissant une gouvernabilité soutenue au niveau local. La Commune de MANJO et la Commune d'Arrondissement de DOUALA 3<sup>ème</sup> ont amorcé ce processus prescrit avec

l'accompagnement du MINDDEVEL, du MINEPAT et de la GIZ, notamment dans la phase du Débat d'Orientation Budgétaire.

### ***3.4.1 Les modes/formats locaux institutionnels de participation citoyenne***

#### ***3.4.2.1 Les cadres de concertation***

Ce sont des modes existants initiés soit par le Maire, soit à travers le processus de planification locale dans le cadre du PNDP.

Ceux qui sont initiés par le Maire fonctionnent suivant une périodicité élastique, même si dans la conception une fréquence a été établie (une fois par trimestre : cas de la Commune d'Arrondissement N'samba 1<sup>er</sup> qui rassemble les chefs de quartiers).

D'autres cadres de concertation regroupant, soit des villages, soit des quartiers ont été mis en place lors de la planification locale avec le PNDP ; leur nombre et leur fonctionnalité effective varient selon les CTD et du dynamisme des populations localement impliquées (Elites, opérateurs économiques, etc.). Ces différents formats ou modes de participation pouvant se réaliser directement ou par représentation/procuration citoyenne.

Les rencontres organisées à travers ces cadres constituent des occasions pour les acteurs/trices d'adresser leurs besoins prioritaires au Maire et de veiller à leur prise en compte dans la programmation et la budgétisation communales.

#### ***3.4.2.2 Les audiences et les doléances***

Il s'agit d'un mode fonctionnement qui consiste pour les populations en individuel ou à travers leur représentant à remplir des demandes d'audiences au secrétariat du Maire afin de soumettre directement les besoins écrits ou oraux.

Quant aux doléances elles sont émises directement au Maire lors des activités de visites programmées telles que les tournées dans les villages, les quartiers, etc.

Les 2 parties ont donc l'occasion d'échanger et selon le cas le Maire peut :

- Apporter immédiatement des solutions,
- Transmettre les besoins ou doléances sous formes de projets, notes au service technique pour étude,
- Etc.

Ces audiences fonctionnent dans toutes les CTD visitées avec des jours fixés dans la semaine et dédiés à elles.

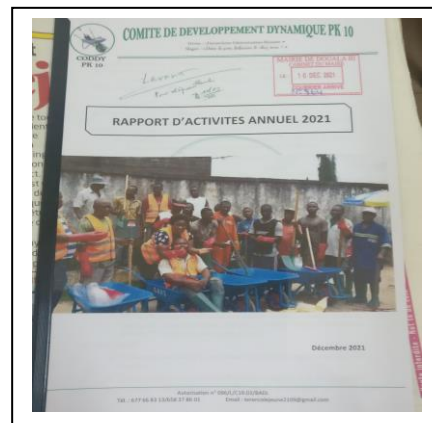
#### ***3.4.2.3 Les boîtes à suggestion***

C'est un dispositif habituel qui existe dans des CTD et autres administrations publiques. Ces boîtes à suggestion faciliteraient l'adressage des besoins et priorités à travers un courrier y introduit par les populations.

#### **3.4.2.4 Les comités de développement des Quartiers (CODEVQ)**

Les CODEVQ sont des regroupements associatifs des populations dans les quartiers pour contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie au quotidien. Ce sont des passerelles qui sont utilisées pour constituer une masse critique d'adressage des besoins prioritaires (audiences, notes, projets soumis, visites) à la Commune soit à travers leur représentant élu ou un rapport.

Dans la plupart des CTD visitées, ce mécanisme local de participation citoyenne existe.



#### **3.4.2.5 Les conseillers municipaux relais**

Certains conseillers municipaux dans des CTD servent parfois de courroie de transmission entre les populations et la commune en collectant les besoins, les projets prioritaires ; soit pour les soumettre au Maire, soit les présenter et les soutenir lors des sessions du CM consacré au budget.

#### **3.4.2.6 Les rencontres ou visites B to B avec le Maire**

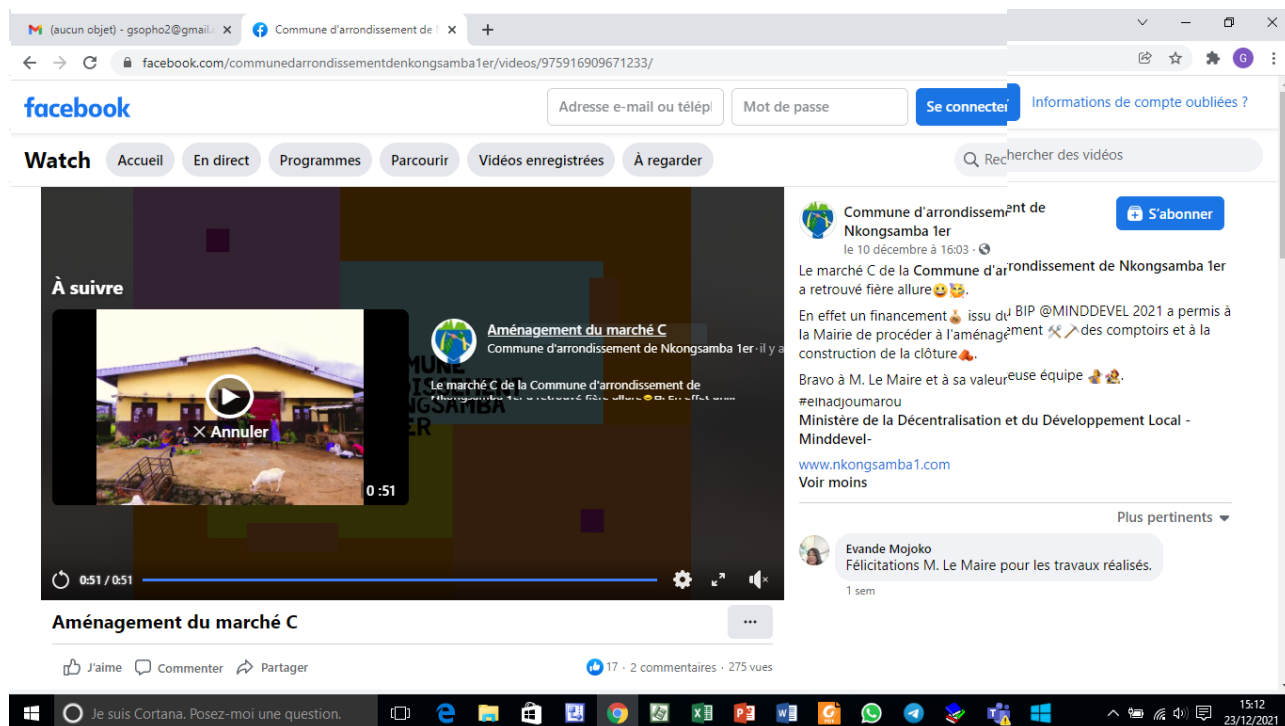
Les rencontres ou visites B to B sont des moments où les populations prennent contact directement avec le Maire pour soumettre sans audiences leurs besoins et priorités afin qu'il en tienne compte lors des inscriptions et programmations budgétaires. Ces rencontres ou visites se font soit au bureau du Maire, soit à son domicile et sont parfois soutenues par des notes, des idées de projet formulées.

### **3.4.2 Les modes/formats TIC de participation citoyenne & médias**

Ce sont des modes de participation virtuelle imposée par l'évolution technologique et qui permettent parfois aux populations d'adresser leurs besoins et priorités à la Commune. Nous notons au passage que la commune d'Arrondissement de N'SAMBA 1<sup>er</sup> possède un site Web : [www.nkongsamba1.com](http://www.nkongsamba1.com)

#### **3.4.3.1 Les pages Facebook et groupes WhatsApp**

Toutes les CTD visitées possèdent une page Facebook qui sont des passerelles de participation citoyenne. Certains Maires ont en plus leurs comptes Facebook personnels ; ce qui accroîtrait les possibilités de contact.



Légende : Exemple d'une page Facebook d'une CTD

Des groupes WhatsApp sont parfois créés pour la mise en œuvre de certaines activités communales et permettre aux acteurs/trices de participer instantanément.

### 3.4.3.2 Les comptes Twitter

2 CTD visitées possèdent un compte Twitter qui sont des passerelles de participation citoyenne. Certains Maires disposent en plus leurs comptes Twitter personnels ; ce qui accroîtrait les possibilités de contact.

Il faut noter que de manière générale, ces mécanismes/formats TIC sont utilisés dans la plupart de temps pour apprécier la « **Vie au quotidien de la commune** ».

### 3.4.3.3 Les médias locaux

Dans la Commune d'Arrondissement de N'SAMBA 1er, les populations peuvent également adresser les besoins et doléances à travers une radio locale dénommée « *Nkongsamba FM* ». L'émission citoyenne dédiée est connue sous l'appellation « *Echo des coulisses* » est diffusée de lundi à vendredi à 21 h et rediffusion le lendemain à 09h00.

### **3.4.3 Les modes/formats classiques de participation citoyenne**

Nous avons pu déceler 2 modes classiques de participation citoyenne et reconnus dans la promotion des principes fondamentaux de la gouvernance locale au niveau international.

#### **3.4.4.1 Le budget participatif (BP)**

Le Budget Participatif est un outil de promotion de la participation citoyenne, de l'équité, de la démocratie et de la bonne gouvernance locale. Il permet notamment la correction des déséquilibres socioéconomiques dans la commune, en donnant à tous les citoyens sans exclusive, l'occasion de s'impliquer dans la gestion des affaires locales en participant à toutes les étapes de l'élaboration, de l'exécution et de suivi du budget communal.

Le BP a été implémenté au sein de Commune d'Arrondissement de DOUALA 3<sup>ème</sup> grâce à un partenariat avec la société civile porté par l'ONG ASSOAL avec l'appui de la Banque Mondiale à travers un programme GOV-TIC assorti du concept « *Université itinérante citoyenne* » avec des journées universitaires citoyennes organisées dans les fora des quartiers.

#### **3.4.4.2 L'observatoire de la gouvernance locale (OGL)**

Un dispositif de veille, de participation et de contrôle citoyen de l'action publique porté par la société civile locale. Le processus de fonctionnement de l'OGL permet de faciliter la participation et accentue ses missions vers le contrôle citoyen et la redevabilité.

Au niveau de la Commune d'Arrondissement de N'SAMBA 1<sup>er</sup>, le BP et l'OGL ont été implémentés grâce à un partenariat avec la société civile porté par Zenu network avec l'appui de l'union Européenne et les OSC de la Commune dont l'ONG Un Monde Avenir comme Organisation Associée au niveau local.

#### **3.4.4.3 Les journées d'échanges citoyens & journées de renforcement des capacités**

Ces modes ont été relevés dans la Commune d'Arrondissement de DOUALA 3<sup>ème</sup> et fonctionnent avec une fréquence théorique de 3 fois par an pour le 1<sup>er</sup> et selon les thématiques programmées pour le 2<sup>ème</sup> (Droits humains, participation citoyenne, décentralisation, etc.). Ils bénéficient de l'accompagnement technique de l'ONG UN Monde Avenir.

### **3.4.4 Les modes/formats induits circonstanciels & d'urgence de participation citoyenne**

#### **3.4.5.1 Les appels d'information & d'expression des urgences ou opportunités**

Il s'agit des modes d'adressage des besoins circonstanciels de survie au quotidien intervenus sur le territoire communal (incendies, inondations, accidents graves, conflits entre les populations, etc.). Ce sont en général des cas d'urgence pour intervention rapide de la Commune.

Ils sont souvent accompagnés des notes d'information et idées de projet pour des aménagements espaces destinés à certains évènements spéciaux mobilisateurs des populations (Ex. Fans zone pour la CAN Total énergies 2022, concerts divers, etc.)

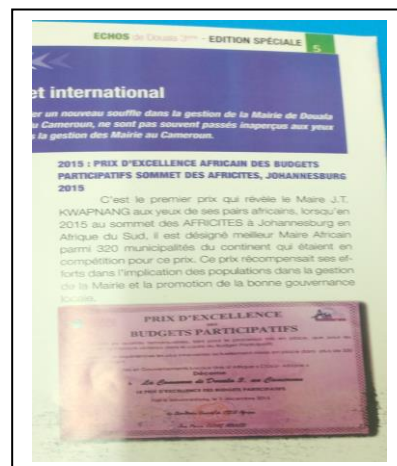
#### 3.4.5.2 Les babillards dans les quartiers et blocs

Dans certains quartiers des communes, les populations disposent des babillards sur lesquels elles mentionnent des activités citoyennes et attirent ainsi de temps en temps l'attention des services techniques de la Commune qui relaient par la suite les informations au niveau du Maire ou de l'Exécutif municipal. C'est le cas des actions d'hygiène, salubrité et assainissement, investissements humains, remblais des nids de poules, etc.

### 3.5. Les résultats & changements induits de certains modes/formats de participation citoyenne

Il n'a pas été facile d'apprécier les résultats induits par tous ces modes; toutefois il nous a été révélé que :

- Dans la Commune d'Arrondissement de DOUALA 3<sup>ème</sup>, la valorisation des acquis du BP a permis à cette CTD de gagner le 1<sup>er</sup> prix des Budgets participatifs à AFRICITES 2015 à Johannesburg;
- En capitalisant les initiatives de participation citoyenne issues du BP et dans le secteur de promotion de l'agriculture, la Commune d'Arrondissement de N'SAMBA 1<sup>er</sup> a participé au concours des « *Meilleures pratiques de gouvernance locale* » organisé par le FEICOM et ONU-Habitat et a gagné le 1<sup>er</sup> prix au niveau régional en 2016.



Ces modes de participation citoyenne ont permis à ces CTD d'améliorer leur visibilité à l'international et d'asseoir leur notoriété en matière de gouvernance locale, même comme ces acquis ne se sont consolidés, étendus et rendus pérennes en les « *territorisant* ».

### 3.6. Les forces des modes/formats existants de participation citoyenne

La principale force relevée est l'existence de ces mécanismes/formats de participation citoyenne au sein des CTD visitées.

Ils sont variés et font impliquer des acteurs/trices pluriels/lles (élus locaux, OSC, SDE, chefs de quartiers, administration publique, citoyens/nes, usagers, etc.), malgré une faible et permanente mobilisation.

Le concept « *Conseillers municipaux jeunes* » à Douala 3<sup>ème</sup> est à renforcer pour une massification de la participation citoyenne productive des effets.

### **3.7. Les faiblesses relevées pour une participation citoyenne effective**

Nous constatons que la demande sociale est de plus en plus grande et diversifiée au niveau des populations, mais l'offre conséquente des services sociaux est mal structurée & pauvre. Cela est dû en partie à :

- La « *pauvreté* » des modes de participation,
- Une faible structuration (règles claires et partagés des mode fonctionnement, etc.),
- La tenue des rencontres de participation directe ou déléguée selon la volonté ou la disponibilité d'une personne, le Maire,
- Un déficit des leviers enclencheurs de la programmation & budgétisation communal,
- Un déficit des modes d'exercice de pouvoir local,
- Une adoption des postures des Maires qui les éloignent des populations,
- Un engouement hypothéqué par les différentes appartenances politiques des acteurs/trices en présence,
- Une faible appropriation des modes de participation citoyenne d'un exécutif communal à un autre ; d'où le déficit de leur internalisation et leur institutionnalisation,
- Une insuffisance des ressources additionnelles pour satisfaire les besoins/priorités non budgétisés,
- Un paternalisme ambiant du Maire (1<sup>er</sup> citoyen pourtant) qui infeste la participation citoyenne, etc.

### **3.8. Quelques suggestions et recommandations**

Les modes/formats de participation citoyenne susceptibles de produire des résultats pertinents et porteurs de changements perceptibles valorisants pour les CTD sont ceux portés par des OSC et soutenus par des PTF.

Une volonté politique est nécessaire au niveau communal pour activer les mécanismes/formats de participation citoyenne dormants en exploitant des opportunités ambiantes (lien avec la Diaspora, le CVUC, FEICOM, les Syndicats des Communes, Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU AFRIQUE), la PLAFOSCIL, etc.) sous forme de partenariat/convention/contrat en respect du principe de subsidiarité de la décentralisation,

#### **La municipalisation, une bonne pratique vue d'ailleurs !**

C'est un modèle qui a eu cours au Gabon et en République du Congo. Le principe consiste à apporter de façon massive, concentrée et simultanée, des infrastructures dans une localité ou une région dans divers domaines à temps précis. Cette approche permet d'éliminer le saupoudrage et faire des grands bonds en infrastructures durables de manière rotative dans les différentes localités. C'est l'exemple des investissements réalisés à Buea dans le Sud-Ouest Cameroun dans le cadre de la célébration des cinquantièmes, sous réserve évidemment de la qualité de la dépense. C'est un choix politique qui peut être fait dans le contexte de la décentralisation à l'intérieur des Régions et des Communes. L'exécutif municipal établirait une chronologie circulaire pour réaliser les PIP (Projets d'Investissements Prioritaires) ou des PIA par nature et par communes riveraines

Un plan de renforcement des capacités des acteurs/trices locaux & pluriels pour une appropriation des enjeux de développement local avec un ancrage territorial doit être envisagé dans la suite de ce diagnostic. Ce plan devra intégrer un dispositif de maîtrise de la chaîne PPBS (Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi) qui permettra aux populations de ne pas se limiter à l'adressage des besoins et priorités et parfois à leur satisfaction, mais de s'engager effectivement dans le processus global de la délivrance des services et infrastructures sociales au sein de leurs CTD respectives.

### **3.9. *Difficultés rencontrées par le consultant & limites de l'étude***

Les principales difficultés rencontrées lors de cette mission sont essentiellement :

- L'indisponibilité de certains acteurs/trices identifié(e)s ; notamment les élus,
- Un suivi insuffisant en interne des acquis en termes des modes/formats de participation citoyenne.

La principale limite de cette mission est sa courte durée au regard de la couverture géographique des CTD concernées.

#### ***IV. Annexes***

- a. TDR de l'étude
- b. Lettre d'introduction du consultant
- c. Grille de diagnostic
- d. Plan de mobilisation du consultant
- e. Liste des acteurs/trices rencontrés
- f. Programme de restitution des principaux résultats
- g. Liste des acteurs/trices ayant participé à la restitution des résultats